

« Quand l'injustice devient loi, la résistance est un devoir ». Thomas Jefferson.



**C**ela fait presque neuf mois que le peuple algérien descend dans la rue chaque vendredi, on est déjà à la 38<sup>ème</sup> semaine. Depuis le 22 février les revendications ont changé en fonction de la situation mais le but reste le même, c'est d'à dire faire la rupture totale et sans concession avec le système de népotisme et clientéliste des Bouteflika, il faut savoir

que ce système ne dure pas seulement depuis 20 ans, le temps de règne de Bouteflika (il s'est toujours adjugé les privilèges d'un roi qui n'a d'égale que ça mégalomanie.), mais il prend racine depuis la guerre de l'indépendance ; dès le départ les pratiques peu démocratiques étaient la marque de fabrique de ce système, allant jusqu'à l'élimination ciblée des figures emblématiques de la révolution de 1954, on notera les assassinats politiques des dissidents à l'image de : Chaabani, Khider, Belkacem, Mcili, jusqu'à l'assassinat en direct à la télévision en 1992 à Annaba de l'ex-président Boudiaf.

Aujourd'hui, appeler ça un système, pour ma part je considère ça un doux euphémisme, contenu des pratiques dictatoriales qui ont mis tout un peuple sous tutelle depuis 1962, il est important de remonter jusqu'à là, pour comprendre la genèse du grand mal que ronge ce peuple et les raisons de son soulèvement.

Depuis 20 ans, le système Bouteflika nous a volé tout espoir de bâtir un état de droit, fort et prospère que l'Algérie pouvait et devait espérer l'être après la décennie noire, mais hélas on avait droit à la place à une politique populiste sans enjeux stratégiques de planification et de développement, malgré le fait que le pays ait connu une conjoncture économique favorable contenu du cours du pétrole à l'époque, aujourd'hui, tous les secteurs de l'État sont disloqués et le pays se retrouve fragilisé pour ne pas dire en ruine.

Le 5<sup>ème</sup> mandat de Bouteflika, la goutte de trop !

Après un mutisme de six ans (dernier discours le 8 mai 2013 à Sétif), sans le moindre mot pour la nation, à 82 ans et affaibli par un AVC, Bouteflika se donne en spectacle pathétique, hagard et avachi sur un fauteuil roulant, Bouteflika ou plutôt ce qu'en reste, pousse l'indécence (sous pression de son entourage alias Saïd Bouteflika) à briguer un 5<sup>ème</sup> mandat (qualifier de la honte par le Hirak).

Ce dernier affront de ce système plonge l'ensemble du pays dans la sidération, incrédule le peuple algérien accuse le coup, après quelques événements à Khenchela et Kherata jadis terres de rébellion, le peuple se donne rendez-vous spontanément le vendredi 22 février. Dans tout le pays, Hommes, Femmes et Enfants de tous les âges, toutes les franges de la société algérienne. Tout un peuple bat le pavé, pour dire stop, basta, khelass..., la déferlante humaine fut si impressionnante par sa taille mais surtout par son civisme, son humour et le sens de la responsabilité, consciente que l'histoire moderne de l'Algérie se joue en ce moment-là ; l'engouement populaire a permis de briser le mur de la peur, la nation a conscience à cet instant qu'elle est face à son destin...

Personne n'a prévu un tel scénario, qui a pris de court le système, et même les puissances occidentales qui avaient du mal à se positionner vis-à-vis de la question de la révolution algérienne. D'ailleurs ils ont toujours cautionné ce système.

Le peuple algérien a mis un point d'honneur à être présent chaque vendredi et par millions pour venir au bout de ce système dû le mot **Vendredir**, le fait de marcher chaque vendredi devient un sport national, une religion ; le monde entier est resté ébahi par le sens de la responsabilité de ce peuple, subjugué par le fait que des millions de gens se rassemblent dans la rue sans le moindre incident et protégeant eux-mêmes les forces de l'ordre.

L'abnégation du mouvement apportera ses premiers résultats, le 2 avril 2019, contraint par l'armée le roi Bouteflika abdique, une victoire certes mais le chemin reste long, ce peuple n'en restera pas là, la lutte continue, le nouveau mot-d'ordre désormais est de faire partir tout le système qu'incarnait le clan de Bouteflika, le seuil des revendications évolue, on parlera plus de Bouteflika, maintenant il faut dissoudre les partis de l'alliance présidentielle, même le sacro-saint parti de l'F.L.N jadis symbole l'indépendance est devenu la cible numéro un du Hirak, le FLN depuis l'indépendance a servi comme un outil de propagande aux mains des despotes pour légitimer leur présence et la mainmise sur le pays. Le Hirak aujourd'hui exige que Le F.L.N soit dissous, et qu'il prend sa place dans le musée comme un bien collectif, au service de la mémoire de la révolution du 1954.

Le peuple Algérien était longtemps privé de politique, des années de retard en matière de débats et de partage d'idées, l'effervescence était totale, après le 2 avril, le pouvoir intérimaire était contraint d'organiser une élection dans les 90 jours. Mais le peuple

décida autrement, chaque vendredi les Algériens tiennent tête au pouvoir réel en Algérie qu'est l'armée en refusant catégoriquement l'élection du 4 juillet 2019.

Les Algériens ne sont pas contre le vote et la pratique de la politique, mais ils refusent de s'allier avec le résidu de l'ancien système, sa vision est plus lointaine, ce peuple pense à l'Algérie de demain. L'une des revendications majeures que prône le Hirak, c'est l'assemblée constituante le maître-mot, consiste à dire qu'avant d'organiser quoi que ce soit, il est important de faire le grand ménage politique.

L'idée consiste à désigner des personnalités consensuelles qui ne sont pas mouillées avec l'ancien régime, élaborer une feuille de route pour assainir les appareils de l'État et assurer la transition en toute transparence et gardant l'armée à distance des affaires politiques, le peuple revendique une deuxième république fondée sur un état de droit, avec des contre-pouvoirs, la liberté d'expression et surtout en premier lieu l'indépendance de la justice qui doit être garante des élections libres.

Dès les mois de mars et avril, le peuple réclamait avec force une nouvelle Algérie plurielle et solidaire. On est conscient que ce chemin est long, mais l'Algérie forte de son peuple a un rang à tenir et doit être un exemple d'émancipation des turpitudes des systèmes totalitaires.

Les Algériens ne sont pas contre l'armée bien au contraire, mais contre son état-major l'Gaïd-Salah qui instrumentalise cette puissance pour des agendas et intérêts personnels, Le bars de fer est entamé entre le peuple et le Gaïd-Salah, qu'il ne faut pas minimiser son pouvoir de nuisance ( sa stratégie insidieuse est d'arriver au bout de la patience de ce peuple, pour le pousser vers la violence), *en Algérie l'adage dit que tous les pays du monde ont une armée, sauf en Algérie l'armée a un pays.*

Ce même Gaïd-Salah, qui orchestra l'incarcération des détenus d'opinion et politique et les porteurs du drapeau berbère, il voulait jouer sur la stigmatisation des Kabyles pour régionaliser le combat et créer des tensions dans le Hirak, en le contenant dans une région, mais son action a été contre-productive.

Ces contrecoups étaient à chaque fois des seconds souffles pour le mouvement. Il y a un caractère d'urgence à se mobiliser pour libérer ces détenus. Les Berbères ont payé un lourd tribut contre le pouvoir, leur lutte date depuis l'indépendance avec un temps fort pendant **le printemps berbère** dans les années 1980, les Berbères sont de farouches défenseurs de la liberté. Ce qui les a toujours exposés au danger de ce pouvoir comme en 2001, hélas à l'époque, ils étaient seuls dans la rue ; en 2019 l'unité nationale du soulèvement a complètement changé la donne, d'où l'importance de coordonner les actions politiques du soulèvement, malheureusement la liste des arrestations arbitraires ne cesse de s'allonger.

L'Gaïd-Salah veut au plus vite organiser des élections ( le 12 décembre 2019) pour juste mettre un pion devant la scène internationale ( à l'image du président intérimaire Ben Salah, ils veulent un autre encore plus docile), et se mettre à l'abri comme a toujours fait la grande muette de chez nous, par contre en Algérie son silence lui sert d'être tapis dans l'ombre pour spolier les richesses de ce pays, tous les candidats de l'élection du Gaïd-Salah ont servi le régime du Bouteflika sans exception, l'armée a toujours été un faiseur de rois en Algérie, malgré le soulèvement, l'armée reste dans

sa lignée, la preuve en est de sa mainmise sur la politique intérieure, l'absence de date pour le deuxième tour, car le président est déjà connu.

Concernant les médias, je pense que ces derniers sont toujours à la recherche du sensationnel, en ce moment malgré les arrestations, il y a un flottement dans l'actualité algérienne. C'est notre rôle de faire entendre la voix du peuple Algérien. Pour cette raison qu'on organise des rassemblements pour médiatiser le combat.

Contribution de Ramzi BACHA